



## Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Décembre 2020

POLOGNE .....	1
HONGRIE.....	9
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	12
LETTONIE.....	15
LITUANIE.....	16
ESTONIE.....	18
SUJETS BALTES .....	21

### POLOGNE

*Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN*

#### Nominations

- Le conseil de surveillance de Lotos a nommé Zofia Maria Paryła au poste de président du conseil d'administration du Groupe Lotos à partir du 7 décembre 2020.

#### Financement

- Les Réseaux Electriques Polonais (PSE) et les opérateurs de systèmes de transport d'électricité d'Estonie (Elering), de Lituanie (Litgrid) et de Lettonie (AST) ont signé un accord de subvention avec l'Agence exécutive pour l'innovation et le réseau de l'UE pour le cofinancement des investissements dans l'infrastructures de transport, qui sont en cours de développement dans le cadre de la "deuxième phase de synchronisation" - Le financement total de l'instrument Connecter l'Europe (CEF) s'élève à 719,7 M€.
- Plus de 146 M PLN provenant du programme opérationnel de l'UE "Infrastructures et environnement 2014-2020", attribués par le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW), permettront la construction ou la modernisation de réseaux de chauffage dans 20 communes en Pologne.

#### Climat/Environnement

##### Déchets

- Le 21 décembre le président Andrzej Duda a signé l'amendement de la loi sur la propreté et l'ordre dans les communes. Les plus importantes modifications concernent :
  - la mise en place d'un mode de calcul des niveaux du recyclage plus avantageux pour les communes : pour l'année 2020 les communes déclareront le niveau de recyclage en appliquant la méthode de calcul du taux de recyclage pour les 4 fractions respectives (papier, métal, plastiques et verre) et non pour l'ensemble des déchets produits. Grace à cela les communes pourront afficher le taux de recyclage plus élevé. Selon le ministère, la mise en place de ce mode de calcul permettra aux communes d'éviter les pénalités qui pourraient être infligées par l'Inspection de la Protection de l'Environnement et qui au niveau national pourraient s'élever à environ 900 M PLN,
  - la suppression de la disposition concernant la limite de 30% du volume des déchets communaux à incinérer. Le gouvernement indique que ces modifications devraient permettre de limiter la hausse



des taxes de collecte et de traitement des déchets dans les communes. Grâce à la loi amendée, les collectivités locales pourront investir dans la construction d'installations de valorisation thermique de déchets avec récupération de chaleur.

L'amendement en objet introduit une partie de modifications envisagées par le ministère du climat et de l'environnement dans le cadre du programme « Propretet+ » (*Czystość Plus*). De nouveaux changements devraient être proposés dans les mois à venir.

- Le ministère du climat et de l'environnement a soumis à la consultation publique le projet d'amendement de la loi sur le Programme National de la Gestion des Déchets 2022 (*KPGO 2022*) visant à introduire des modifications en la matière indispensables pour que la Pologne remplisse les conditions essentielles fixées pour la nouvelle perspective financière européenne 2021 – 2027 et pour que la Pologne puisse bénéficier des fonds européens dédiés aux investissements relatifs à la gestion des déchets et à l'économie circulaire. L'annexe au projet d'amendement présente une évaluation des besoins d'investissement dans la prévention des déchets et la gestion des déchets dans une perspective à court terme, soit d'ici 2028 et à long terme, soit à l'horizon 2034 :
  - le projet prévoit la construction de 814 nouveaux points de collecte sélective des déchets communaux (*PSZOK*) et la modernisation de 570 points existants pour une valeur totale de 4,4 Md PLN,
  - afin d'assurer la possibilité de triage des déchets collectés séparément il faudra construire environ 200 installations de tri des déchets d'ici 2028 et d'ici 2034, 30 installations supplémentaires d'une capacité de 10 000 Mg/an. Selon les estimations du ministère, les dépenses d'investissement atteindront 4,95 Md PLN d'ici 2028 et ensuite 0,93 Md PLN d'ici 2034,
  - le projet prévoit également la construction d'ici 2028 : de 34 installations de fermentation d'une capacité de 30 000 Mg/an ou 51 installations d'une capacité de 20 000 Mg/an, d'entre 47-70 usines de compostage d'une capacité de 15 000 à 10 000 Mg/an. De plus, le plan indique la nécessité de moderniser environ 37 usines de compostage existantes et de construire à l'horizon 2034 9 installations de fermentation et entre 11 et 17 usines de compostage supplémentaires. La valeur de ces investissements d'élève à 5,26 Md PLN,
  - en ce qui concerne le traitement des différentes fractions de déchets (papier, verre, métal, plastique, bio- des déchets composites), les investissements sont estimés à plus de 9 Md PLN et prévoient, entre autres, la construction de 4 installations de traitement du verre et de 25 installations de recyclage de matières plastiques.

Le coût total des investissements dans la gestion des déchets à court terme est estimé à 18,73 Md PLN et à long terme – à 5,84 Md PLN supplémentaires.

- Le 18 décembre a eu lieu la cérémonie de la pose la première pierre de l'incinérateur à Gdańsk. La mise en service de l'installation est prévue pour la fin de 2023. Pour rappel, le projet sera réalisé en PPP par le consortium Astaldi-Termomeccanica-Dalkia Wastenergy. L'investissement dont la valeur s'élève à 565 M PLN net bénéficie d'un prêt de presque 300 M PLN (68 M€) du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) ainsi que d'un cofinancement européen de 270 M PLN (61 M€) dans le cadre du Programme Opérationnel « Infrastructures et Environnement » 2014-2020.
- La société WasteMaster (Pologne) qui a créé une application permettant, entre autres, de vendre et d'acheter des déchets a vendu 25% des parts à l'entreprise polonaise Unimetal Recycling (spécialisée en vente et traitement des convertisseurs catalytiques pour véhicules). La transaction permettra à WasteMaster d'investir dans le développement de son application qui un mois après son lancement avait déjà 4 000 utilisateurs dont 1 000 clients commerciaux.

## ENR

- La plus grande enchère OZE de cette année a eu lieu le 26 novembre et était destinée aux nouvelles installations éoliennes et photovoltaïques d'une puissance installée de plus de 1 MW. 97 producteurs ont soumis 127 offres, dont 64 pour des installations éoliennes et 63 pour des installations photovoltaïques. La quantité d'énergie qui pouvait être vendue dans ce panier était de plus de 46,3 TWh et sa valeur dépassait les 14 Md PLN. Près de 42 TWh d'électricité, d'une valeur de 9,4 Md PLN, ont été vendus (29 TWh d'une valeur de 6,722 Md PLN des fermes éoliennes et 12 TWh d'une valeur de 2,681 Md PLN des fermes photovoltaïques). Le prix minimal s'élevait à 190 PLN/MWh et le prix maximal était de 249,90 PLN/MWh. Le volume d'énergie contracté bénéficiera d'un soutien au cours des années 2021-2038. L'enchère pourra générer plus de 1,7 GW de nouvelles capacités ENR : 0,8 GW dans les installations photovoltaïques et 0,9 GW dans les installations éoliennes. Le 3 décembre, a eu lieu la dernière enchère ENR de cette année destinée à de nouvelles installations éoliennes et photovoltaïques d'une capacité maximale de 1 MW. Près



de 11,75 TWh d'électricité (99,9 % de l'énergie à vendre) proposés par 235 producteurs ont été vendus, pour une valeur totale de plus de 3 Mds PLN (67 % de l'aide possible). Le prix de référence de ce panier était de 360 PLN/MWh. Le prix minimum auquel l'énergie a été vendue s'élevait à 222,87 PLN/MWh.

- Cette année, près de 75,3 TWh d'électricité produite à partir de sources renouvelables, d'une valeur totale de plus de 27,4 Md PLN, ont été mis en vente lors de toutes les enchères. Toutes les enchères ont permis de vendre au total 54,5 TWh (72 %) d'électricité, pour une valeur de près de 12,9 Md PLN (47%). Traditionnellement, les enchères dédiées aux projets de centrales éoliennes et d'installations photovoltaïques jouissaient de la plus grande popularité. Pour la première fois dans l'histoire du système d'enchères, dans le panier dédié aux grandes installations, les installations photovoltaïques ont égalé le nombre d'offres et la puissance installée des centrales éoliennes - a déclaré Rafał Gawin, président de l'Office de Régulation d'Énergie. Il a également noté qu'il y a un ralentissement parmi les nouveaux projets éoliens, lié aux restrictions résultant de la loi « sur la distance » (la règle 10H), et les possibilités du développement du photovoltaïque. Les résultats des enchères de cette année permettront de générer au total plus de 1,56 GW dans les installations photovoltaïques et près de 0,93 GW dans les fermes éoliennes, ainsi qu'un peu plus de 4 MW de nouvelles capacités dans d'autres technologies ENR.
- Le 16 décembre, le Conseil des ministres a adopté un règlement sur la quantité et la valeur maximales de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables qui sera vendue aux enchères en 2021. Le volume total estimé d'énergie à vendre aux enchères en 2021 s'élèvera à presque 69,6 TWh pour une période de soutien de 15 ans, dont 69,1 TWh pour les nouvelles installations et 0,5 TWh pour les installations existantes. La valeur totale maximale de ces volumes s'élèvera à 24,6 Md PLN, dont 24,2 Md PLN pour les nouvelles installations et 335 M PLN pour les installations existantes. Selon les estimations du gouvernement, grâce aux enchères 2021, des installations ENR d'une capacité totale de 2,57 GW seront construites, dont 1,8 GW dans le photovoltaïque, environ 0,6 GW en éolien on shore et de 0,1 GW dans des installations dédiées de combustion de biomasse d'une puissance supérieure à 1 MW.
- Selon les dernières données publiées par Eurostat, en 2019, la part des ENR dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union européenne était de 19,73 % ; la Pologne a atteint 12,16 %. La part des ENR dans le secteur électroénergétique dans la consommation finale brute d'énergie en Pologne a atteint 14,35% en 2019, contre 13,03% en 2018. Pour le chauffage et le refroidissement, la part était de 15,98 % contre 15,14 % en 2018. Dans le transport, la part des ENR était de 6,12% contre 5,65% en 2018.
- Tauron a terminé la construction d'une ferme photovoltaïque à Jaworzno, d'une capacité de 5 MWp. C'est la première ferme qui a été créée dans le cadre du programme de construction d'installations photovoltaïques sur les zones post-industrielles appartenant au groupe. La production annuelle d'électricité attendue de l'installation est de plus de 5 000 MWh. La ferme réduira les émissions de CO<sub>2</sub> du site d'environ 4,9 t par an, et que l'électricité produite par cette ferme alimentera plus de 2 000 foyers.
- Au 1er novembre, la capacité photovoltaïque installée s'élevait à 3420,379 MW.
- Tauron a signé avec OW Offshore un accord de coopération sur la mise en œuvre conjointe de projets de fermes éoliennes offshore dans la zone économique polonaise. OW Offshore est une entreprise joint-venture, dans laquelle la société énergétique portugaise EDP Renovaveis et la société française Engie détiennent chacune 50 % des parts.
- L'Office de régulation de l'énergie (URE) a accordé une concession pour la plus grande ferme éolienne on shore en Pologne, d'une puissance de 219 MW, construite dans la voïvodie de Zachodniopomorskie. L'investissement a été réalisé par Potęgowo Mashav Sp. z o.o., une société appartenant au fonds israélien Mashav.

## Energie

### Hydrogène

- La première réunion du comité directeur du Partenariat polonais pour la construction de l'économie de l'hydrogène s'est tenue le 7 janvier en présence du vice-ministre du climat et de l'environnement Ireneusz Zyska. Auparavant, le 31 décembre Zyska a nommé M. Tomasz Pelc, président de la société NEXUS Consultants et l'un des fondateurs du cluster des technologies de l'hydrogène, coordinateur du groupe de travail chargé de la production de l'hydrogène dans de nouvelles installations. Pour rappel, le 7 juillet 2020, les représentants du Ministère du climat et une vingtaine d'entreprises (avant tout polonaises) du secteur énergétique et du transport ont signé une lettre d'intention sur le partenariat pour la construction de l'économie hydrogène et pour la signature d'un accord hydrogène sectoriel.
- La publication de la Stratégie polonaise sur l'hydrogène à l'horizon 2030 - 2040 est attendue pour le premier trimestre 2021. Actuellement le document est en consultation interministérielle.



- Une installation de récupération de l'hydrogène du groupe pétrolier LOTOS a été mise en service le 5 décembre. L'installation pourra fournir 70 000 t de PGL, 39 000 t de naphta léger et presque 9 000 t d'hydrogène par an.
- Cette année la cokerie *Przyjaźń* à Dąbrowa Górnicza appartenant au Groupe JSW commencera les travaux visant à mettre en service une installation de production d'hydrogène à partir du gaz de cokerie. A terme, l'installation pourrait produire un volume d'hydrogène permettant d'alimenter environ 1 500 autobus ou 86 200 voitures particulières ou 234 trains ou 19 500 chariots élévateurs.
- Le 17 décembre la Pologne et 22 autres pays européens ont signé l'accord concernant le projet important d'intérêt européen commun (*IPCEI*) sur l'hydrogène à faible taux d'émission produit à partir d'énergies renouvelables. Au nom de la Pologne l'accord a été signé par Jarosław Gowin, ministre du développement, du travail et des technologies.
- Robert Tomanek, vice-ministre du développement, du travail et des technologies a informé que les résultats de l'appel à projets *IPCEI* hydrogène en Pologne seraient connus au cours du premier trimestre de 2021.
- La raffinerie de Lotos à Gdańsk a lancé le programme d'investissement Green H2, dans le cadre duquel elle souhaite construire une installation à grande échelle pour la production d'hydrogène vert. Elle a déjà sélectionné des conseillers stratégiques et techniques et réalisé des analyses préliminaires. Elle a également soumis une demande de cofinancement auprès de Innovation Fund.

### Charbon

- Le 22 décembre, Tauron a résilié le contrat pour les livraisons de charbon avec PGG, suite à la situation sur le marché et en absence d'accord avec PGG sur les prix et les quantités de charbon. Les représentants de Tauron ont mis fin à l'accord avec un préavis de six mois, qui prend fin le 30 juin 2021. Toutefois, PGG a considéré que le préavis de six mois était inefficace et s'attend à ce que l'accord soit respecté et que le délai de préavis de deux ans soit observé. Tauron n'exclut toutefois pas de continuer la coopération avec PGG, à condition que l'accord soit adapté aux conditions actuelles du marché. Le 23 décembre, Tauron et PGG ont exprimé leur conviction « qu'ils parviendront bientôt à un accord sur les questions concernant leurs relations commerciales ».
- Grupa Azoty a transmis à PGG une déclaration de résiliation des accords bilatéraux de vente de charbon. La raison de la résiliation est la réduction de la consommation de charbon à partir de 2022. Des négociations sont en cours afin de parvenir à un accord sur les questions concernant les futures relations commerciales.
- Une réunion avec des représentants syndicaux du secteur minier s'est tenue à Katowice le 15 décembre. Outre Artur Soboń, y ont également participé Michał Kurtyka, ministre du climat et de l'environnement, Krzysztof Kubów, chef du cabinet politique du Premier ministre, et Piotr Dziadzio, plénipotentiaire du gouvernement pour la politique de matières premières. Lors de la réunion ont été présentés les résultats des travaux des équipes de travail qui, depuis le début du mois d'octobre, travaillaient sur l'avenir du secteur et devaient formuler des propositions concernant le mécanisme de financement des entreprises minières lors de leur transformation. L'accord social définissant les détails de la transformation du secteur minier devrait être signé en février, afin de pouvoir procéder en mars à sa notification à la Commission Européenne.
- La société Bumech sera le nouveau propriétaire de PG Silesia à Czechowice-Dziedzice et de sa société liée Mining Services and Engineering. L'investisseur paiera plus de 19 M PLN pour les actions des deux sociétés et est censé également partager les bénéfices ultérieurs. La transaction doit être réalisée en trois mois.

### Électricité/Chaleur

- Le 16 décembre, le président de l'Office de Régulation de l'Energie (*URE*) a annoncé les résultats de la deuxième enchère pour la prime de cogénération de cette année. Cinq unités de cogénération recevront une aide totale de 95 M PLN. La quantité maximale d'électricité pouvant être couverte par la prime était de 14,3 TWh, et la valeur maximale de cette prime était supérieure à 2,7 Md PLN. Suite à l'enchère, près de 2,4 TWh d'électricité ont été couverts par la prime de cogénération. Le soutien a été accordé à de nouvelles unités de cogénération d'une capacité totale installée de plus de 21 MW, qui seront construites après l'enchère. La prime pour ces unités sera versée au cours des années 2022-2038. La prime minimale s'élève à 24,63 PLN/MWh et la prime maximale à 43,95 PLN/MWh.
- Le président de l'Office de régulation de l'énergie (*URE*) a approuvé les tarifs de vente d'Enea, PGE Obrót et Tauron, applicables à partir du 1er janvier 2021. Selon l'*URE*, les factures des ménages ayant une consommation moyenne d'électricité (groupe G11), dans la partie concernant les ventes d'énergie, seront





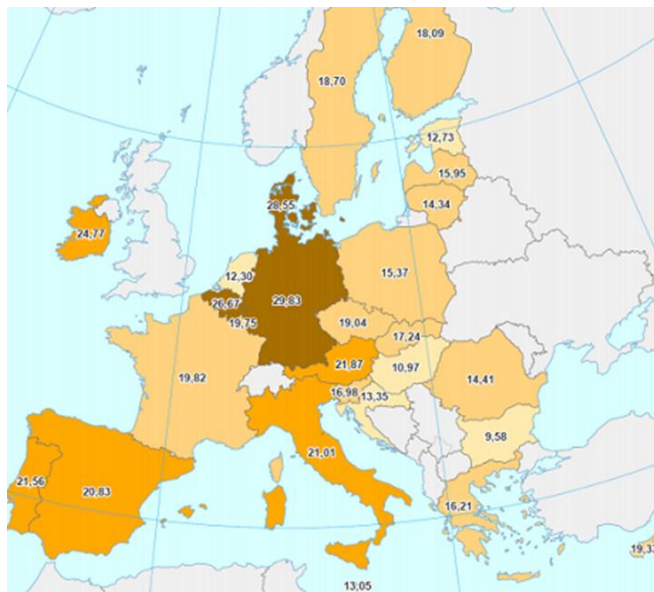
plus élevées d'environ 3,5 %, ce qui correspond à environ 1,5 PLN par mois. Le président de l'Office de Régulation de l'Energie (*URE*) a également validé le tarif pour la vente d'énergie d'Energa Obrót. Suite au nouveau tarif proposé par Energa, les factures des ménages dans le groupe G11 augmenteront d'environ 3,6 %, ce qui correspond à environ 1,5 PLN par mois. Le président de l'Office de régulation de l'énergie a également validé le tarif du PSE Operator, qui affecte indirectement les factures de clients finaux ce qui permet d'entamer le processus d'analyse des demandes des cinq plus grands distributeurs d'électricité : PGE Dystrybucja, Tauron Dystrybucja, Enea Operator, Energa Operator, Innogy Stoen Operator.

- Le 30 décembre l'Office de la régulation de l'énergie (*URE*) a publié des informations sur le montant de la taxe sur les réserves (*opłata mocowa*) qui sera appliquée à partir du 1er janvier 2021. Cette taxe couvrira les frais de réserves de puissance gardées par les énergéticiens pour les moments de haute demande en électricité. Le tarif mensuel pour les ménages se situera entre 1,87 et 10,46 PLN en fonction de la consommation annuelle d'électricité. Dans le cas des clients consommant moins de 500 kWh d'électricité par an, elle s'élèvera à 1,87 PLN, pour une consommation de 500 kWh à 1200 kWh - 4,48 PLN, pour une consommation supérieure à 1200 kWh jusqu'à 2800 kWh - 7,47 PLN, et pour une consommation supérieure à 2800 kWh - 10,46 PLN. Pour les autres groupes de clients, la taxe dépendra de la quantité d'électricité consommée pendant certaines heures de la journée (les jours ouvrables de 7h00 à 21h00) et s'élèvera à 0,0762 PLN/kWh. *URE* a également informé que la taxe ENR prélevée sur la facture d'électricité pour le développement des ENR s'élèvera à 2,20 PLN/MWh à partir de 2021 (elle était à zéro ces trois dernières années). En même temps, la taxe de cogénération, qui s'élevait à 1,39 PLN/MWh en 2020, disparaîtra.
- Les données de la Commission européenne issues du rapport sur les marchés de l'énergie de l'UE pour le deuxième trimestre 2020 montrent que la Pologne a eu les prix de l'énergie les plus élevés sur le marché de gros au sein de l'UE. Pour cette période, le prix de gros moyen de l'énergie en Pologne était de 40,1 €/MWh. Le graphique ci-dessous présente les prix moyens de l'électricité sur le marché de gros au cours du deuxième trimestre 2020 (€/MWh).



source : Commission Européenne, *cire.pl*

En même temps, les données de la Commission Européenne pour le deuxième trimestre 2020 montrent qu'en termes de prix de l'énergie pour les clients finaux, la Pologne appartient au groupe des pays européens ayant les prix les plus bas. Au deuxième trimestre 2020, les ménages polonais ont payé pour l'électricité en moyenne 15,37 centimes d'€/kWh. Le graphique ci-dessous présente les prix moyens de l'électricité pour les ménages au deuxième trimestre 2020 (€/MWh).



source: Commission Européenne, cire.pl

## Électromobilité

- Le 15 décembre la société ElectroMobility Poland (chargée de la réalisation du programme de production des voitures électriques polonaises dont les actionnaires sont les quatre groupes publics PGE, Tauron, Energa et Enea) a annoncé que le site de production des véhicules électriques polonais IZERA serait implanté à Jaworzno (avec sa population s'élevant à environ 90 000 habitants, la ville est un centre industriel et fait partie de l'agglomération industrielle de Haute-Silésie). Le début de l'investissement serait possible à l'automne 2021 et la production démarrerait en 2024 (soit un an plus tard que prévu). La valeur de l'investissement a été estimée à 2 Md PLN (450 M€) alors que l'ensemble du projet Izera devrait s'élever à 5 Md PLN. Le nouveau site pourrait fabriquer à terme 200 000 véhicules par an. L'usine devrait employer quelque 3 000 personnes et permettre de créer environ 12 000 postes supplémentaires chez ses fournisseurs et sous-traitants. Le même jour, Michał Kurtyka, ministre du climat et de l'environnement, les représentants de la société ElectroMobility Poland, de la Zone Économique Spéciale de Katowice, de l'Office du Maréchal de la voïévodie de Silésie, de la municipalité de Jaworzno et de *Lasy Państwowe* (l'entité publique chargée de la gestion des forêts nationales) ont signé un mémorandum de coopération concernant la préparation du site pour la construction de la première usine polonaise de production des véhicules électriques. Kurtyka a indiqué que l'implantation du site à Jaworzno sera l'un des éléments de la transition énergétique de cette région.
- Le ministère du climat et de l'environnement prévoit d'allouer d'ici décembre 2023 un montant de 800 M PLN (181 M€) pour le cofinancement du déploiement de l'infrastructure de vente de l'hydrogène ou de recharge pour les véhicules électriques. Les fonds provenant du Fonds National de la Protection de l'Environnement (*NFOŚiGW*) seraient accordés sous forme de subvention. Le cofinancement serait adressé aux PME, grandes entreprises, collectivités locales, communautés résidentielles et aux coopératives immobilières.
- Le Conseil municipal de Varsovie a adopté le Plan de construction des stations de recharge pour véhicules électriques publiquement accessibles qui prévoit l'installation de 816 points de recharge dans 408 stations. Les deux sociétés PGE et Innogy Stoen, gestionnaires de réseau de distribution d'électricité, seront chargées de la réalisation de ce plan.

## Gaz et pétrole

- PGNiG devient partenaire du groupe Orlen pour la réalisation du bloc à cycle combiné à Ostrołęka. L'accord tripartite garantit à Orlen et Energa une position de leader dans le projet, avec une participation totale de 51%. PGNiG acquerra 49% des parts. Dans le même temps, PKN Orlen et PGNiG ont conclu une annexe à l'accord de 2016, qui garantit un approvisionnement stable en gaz jusqu'à la fin 2027 pour les installations de production du groupe Orlen en Pologne, y compris la centrale électrique de Ostrołęka.
- La Cour d'appel de Stockholm a rejeté la plainte de Gazprom contre la décision partielle de la Cour d'arbitrage concernant le litige sur les conditions de prix dans le contrat Yamal.



- La raffinerie du groupe Lotos a produit les premiers biocomposants dans son histoire: le biopropane et les biocarburants. Le groupe souligne qu'il s'agit de la première étape vers une raffinerie écologique produisant des carburants à partir de produits végétaux.
- PKN Orlen reprend Polska Press et développe ses activités dans le domaine des médias. La transaction fait partie des plans stratégiques de PKN Orlen visant à renforcer les ventes au détail, y compris les ventes hors carburant. Grâce à l'acquisition de Polska Press du groupe allemand Verlagsgruppe Passau Capital, le groupe aura notamment accès à 17,4 millions d'internautes et la possibilité d'acquérir de nouveaux clients. PKN Orlen acquiert ainsi l'un des plus grands éditeurs de Pologne, ayant réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de plus de 398,4 M PLN. Polska Press compte 20 des 24 quotidiens régionaux publiés en Pologne et près de 120 hebdomadaires locaux.
- Le président de l'Office de régulation de l'énergie (URE) a validé le tarif du PGNiG Obrót Detaliczny pour les ménages. Dans le nouveau tarif, les prix du gaz ont diminué de 4,5 %, tandis que les frais d'abonnement sont restés inchangés.

## Transport / Logistique

- Le ministère des actifs publics, la Bourse et 17 sociétés publiques (entre autres : Grupa Azoty, KGHM, PKP, PKO BP, Pekao et PZU) envisagent de créer un opérateur numérique de logistique (*PCOL*). Ce serait une plateforme numérique qui permettra de connecter en temps réel les entreprises qui recherchent les services de transport avec celles qui fournissent de tels services. Selon Marek Dietl, président de la Bourse, le *PCOL* est la réponse aux besoins du secteur polonais de transport, de logistique et d'expédition. La valeur de ce secteur qui représente environ 6% du PIB polonais est estimée à 120 Md PLN par an. Le pavillon polonais réalise presque 30% du transport routier de marchandises européen.
- Le 4 janvier le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a ouvert la procédure de demandes dans le programme « Transport en commun vert ». Dans le cadre de ce programme les villes polonaises pourront bénéficier d'un financement pour l'achat des bus écologiques et pour la construction ou la modernisation des infrastructures indispensables pour les véhicules de ce type. Le programme dont le budget s'élève à 1,3 Md PLN (0,3 Md€), répond à l'objectif de développement du transport en commun zéro émission d'ici 2030 dans les villes polonaises de plus de 100 000 habitants, comme étant l'un des 3 piliers du projet de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040.



- A cause de la pandémie, le nombre de voitures particulières diminue progressivement sur les routes polonaises. Néanmoins, la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (*GDDKiA*) note une augmentation considérable de la circulation des poids lourds. Dans la semaine du 7 au 13 décembre sur l'un des tronçons d'autoroute la GDDKiA a enregistré 4873 camions par jour ce qui représente une hausse de 12% par rapport à la même période en 2019. L'augmentation est due avant tout à la popularité croissante d'e-commerce.
- Après le premier semestre 2020, la part de marchandises transportées dans le transport intermodal s'élevait à 10,4% par rapport au volume total de marchandises transportées par rail et ainsi a atteint le niveau prévu pour 2030 dans la Stratégie Nationale du Développement des Transports. De plus en plus d'entreprises s'orientent vers le transport ferroviaire qui est devenu très populaire lors de la pandémie. Les restrictions dans le trafic des passagers ont permis d'améliorer le transport de marchandises par rail. Les prévisions pour le fret ferroviaire paraissent aussi optimistes : les travaux de modernisation du réseau routier envisagés par la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes vont surement aggraver la congestion routière ce qui encouragera le transfert du fret de la route vers le fer.





- Entre début 2000 et fin novembre 2020 les Polonais ont importé 15,89 M de voitures d'occasion (91,5%) et de véhicules lourds dont le PTT (poids total à terre) ne dépasse pas 3,5 t. Pour illustrer ce chiffre il vaut dire qu'actuellement en Pologne il y a au total 18 M véhicules particuliers immatriculés. Au cours des dix premiers mois de 2020 le nombre de voitures importées a atteint 775 700 (suite à la pandémie le secteur a noté une chute de 17% par rapport à la même période de 2019). L'âge moyen des véhicules importés vers la Pologne est de 12 ans, quand l'âge moyen du parc automobile polonais est de 14 ans.

### Ferroviaire

- La société Bombardier Transportation qui détient ses sites de production entre autres à Wrocław, Katowice et Varsovie, finit les tests et le montage des appareils du système ETCS2 sur la ligne ferroviaire entre Varsovie et la Tricité (nord de la Pologne) permettant de rouler à une vitesse allant jusqu'à 200 km/h. Ces systèmes et appareils seront également installés sur Rail Baltica entre Varsovie et Białystok et entre Wrocław et Poznań. Le système en cours de construction sur la Ligne Ferroviaire Centrale (CMK) permettra de rouler à une vitesse supérieure à 200 km/h. Bombardier qui veut élargir son portefeuille et agrandir son site à Katowice, envisage de se préparer aussi aux contrats liés à la construction des lignes desservant l'Aéroport Central (CPK) qui devraient être aménagées pour une vitesse d'au moins 250 km/h.
- Selon le modèle de transport des passagers présenté en décembre par la société CPK, le nombre de passagers du transport ferroviaire interurbain après l'ouverture de l'Aéroport Central (CPK) augmentera à 120 M par an. Selon les estimations, sur le tronçon clé entre Varsovie et l'aéroport central, il y aura presque 65 000 de voyageurs par jour.

### Infrastructures de transport

- Le 9 décembre, la Direction Générale des Routes Nationale et des autoroutes (GDDKiA) a signé les contrats pour la conception et la construction de deux tronçons suivants de la voie rapide S19 dans la voïvodie de Podlachie. Leur valeur s'élève à plus d'1 Md PLN. Les contractants, Budimex et Aldesa, doivent construire au total 24,5 km de la voie rapide S19 entre les jonctions Białystok Zachód et Białystok Południe et 13,68 km de la nouvelle route DK65 dans la norme GP (trafic principal accéléré). Les sections de la S19 exécutées dans les deux tâches, à savoir Białystok Zachód - Księżyno et Księżyno - Białystok Południe sont reliées au tronçon Białystok Południe – Ploski, en réalisation depuis fin novembre. Ensemble, ils constituent un tronçon d'une longueur de plus de 37 km de Via Carpatia, qui doit relier les pays baltes aux pays du sud de l'Europe.
- La procédure d'appel d'offres pour la conception et la construction de deux tronçons de la voie rapide S19: Iskrzynia - Miejsce Piastowe et Miejsce Piastowe - Dukla a été lancé. Ces tronçons, qui feront partie de Via Carpatia, auront une longueur totale de 20,4 km.
- Fin 2020, les conducteurs en Pologne disposaient de 4269 km de voies rapides, dont 1712 km d'autoroutes. L'année 2020 s'est achevée avec l'ouverture de près de 138 km de nouvelles routes nationales, soit plus de 300 km de moins que l'année précédente. Tout au long de l'année 2020, 35 contrats pour une longueur totale de 450 km ont été signés et les appels d'offres pour 48 tronçons d'une longueur totale d'environ 600 km ont été lancés. En 2021, GDDKiA envisage de mettre à disposition 350 km de voies rapides et d'autoroutes et plus de 35 km de périphériques. En 2021, GDDKiA annoncera des appels d'offres, qui porteront sur un total d'environ 680 km de routes nationales. Ce projet comprendra un total de 28 tronçons de voies rapides et de périphériques, qui prolongeront les routes existantes d'environ 350 km. Leur valeur totale est estimée à plus de 17 Md PLN. En outre, il y aura également des appels d'offres pour les travaux sur le réseau routier existant, d'une longueur totale supérieure à 330 km et d'une valeur d'environ 2,5 Md PLN.
- La procédure du choix de l'offre pour la réalisation du Master Plan de L'Aéroport central (CPK) a été annulée. Les offres ont été soumises par le consortium franco-espagnol ADP Ingénierie, la société hollandaise NACO Netherlands Airport Consultants et Royal Haskoning DHV, ainsi que la société germano-autrichienne ILF Consulting Engineers et amd.sigma. Les offres se sont élevées respectivement à 36,8 M PLN, 44,8 M PLN et 87,5 M PLN. Selon CPK, aucune des offres ne remplissait les conditions spécifiées dans l'appel d'offre. Le groupement porté par ILF consulting Engineers a fait appel à la décision de la commission en charge de l'analyse des offres, auprès de l'instance KIO, chambre nationale d'appel.

### Bâtiment/Logement

- Entre janvier et novembre, les promoteurs immobiliers ont mis à disposition 126 000 appartements, soit 6 % de plus que l'année précédente.





## HONGRIE

### Fonds européens

- La distribution et l'utilisation des Fonds européens seront à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la responsabilité de M. Gergely Gulyas en tant que chef de Cabinet du Premier ministre, et non plus de celle de M. Laszlo Palkovics en tant que ministre de l'Innovation et de la Technologie. Cette dévolution inclut la préparation de la législation et la coordination avec les acteurs sectoriels et régionaux.
- La BEI a signé avec le ministère hongrois des Finances un accord portant sur un prêt de 162,5 M€ pour soutenir le secteur médical hongrois pendant la pandémie de coronavirus. Plus précisément, le prêt servira au Centre national des services de santé, qui gère les hôpitaux hongrois, à couvrir les coûts liés à l'acquisition de matériel lié à la pandémie – médicaments ; équipement individuels de protection ; etc – ainsi qu'à la construction d'un hôpital préfabriqué destiné aux patients atteints du Covid.
- Mécanisme pour une transition juste : la Hongrie pourra recevoir environ 100 M€ dans le cadre du programme, principalement pour la reconstruction de la centrale électrique de Matrai érömü (Hongrie septentrionale) et de sa région. Les dépenses liées à la transformation des mines de charbon de Mecsek (Transdanubie méridionale) pourront également être financées par les Fonds pour une transition juste.

### Énergie

#### Gaz et Electricité

- M. Szijjártó s'est entretenu avec le nouveau ministre russe de l'énergie, Nyikolaj Sulginov, sur la prolongation de l'accord d'approvisionnement en gaz à long terme avec la Russie (l'accord expirera en octobre 2021). Szijjártó a également souligné que l'approvisionnement en gaz de la Hongrie sera renforcé dès octobre prochain de 6 Md m<sup>3</sup> grâce à la finalisation du gazoduc Turkstream, qui apportera le gaz russe en Hongrie via la Turquie, la Bulgarie et la Serbie.
- L'électricien public MVM a approuvé la stratégie de transformation de long terme de Matrai Erömü, la deuxième plus grosse centrale hongroise après la centrale nucléaire de Paks, qui fonctionne au lignite. Ce plan de transformation prévoit la construction d'une turbine à gaz à cycle combiné d'une capacité de 500 MW en lieu et place de la centrale thermique au lignite, d'une nouvelle centrale fonctionnant à la biomasse et au carburant issu des déchets (refuse-derived fuel), ainsi que la construction d'un parc solaire de 200 MW sur les terrains réhabilités des anciennes mines de lignite. Enfin, une turbine expérimentale fonctionnant au charbon « propre » devrait également être construite. La fin de l'exploitation des mines et de la centrale à lignite était prévue dans la stratégie énergétique nationale publiée en 2020, sans que soit précisée la manière dont la centrale serait transformée.
- La société franco-hongroise CHP Energie Zrt. (filiale de Veolia) a acheté Budapesti Erömü Zrt. (Centrale électrique de Budapest), qui participe à hauteur de 60% à la production du chauffage urbain de Budapest, sans faire état du prix d'achat. La centrale a déjà eu plusieurs propriétaires depuis 1997 dont Fortum-Toment (consortium finnois-japonais), la société française EDF (2001) et le groupe tchèque EP Energy. La centrale électrique de Budapest est le plus important producteur d'énergie de la capitale, et également le plus grand fournisseur de chauffage urbain de Főtáv Zrt. Il apporte de la chaleur dans 144 000 foyers pour 500 000 mille personnes, et sa part de marché nationale pour l'électricité dépasse 3% en produisant 396 MW d'électricité. La société emploie 220 personnes, et a réalisé un chiffre d'affaires de 60,2 Md HUF (172 M€). Monsieur György Palkó, PDG de Veolia Energia Hongrie Zrt. occupera le poste de directeur général de Budapesti Erömü.

#### Energies renouvelables

- La capacité photovoltaïque installée de la Hongrie a atteint 2 000 MW, selon un communiqué du gestionnaire de réseau Mavir. Sur ces 2 000 MW, 1 361 proviennent de parcs solaires d'une capacité de plus de 50 kW. Le ratio de performance du parc solaire hongrois a été de 20% en 2019.
- L'entreprise InterWatt va lancer la construction de deux parcs solaires à Inarcs, au Sud-Est de Budapest. Les deux parcs auront une capacité combinée de 96 MW, l'une des plus importantes de Hongrie, et devraient générer 125 GWh d'électricité chaque année, l'équivalent de la consommation de 50 000 foyers. Ils devraient être opérationnels au premier semestre 2022. InterWatt a commencé à développer et opérer des parcs solaires en Hongrie en 2012.
- Opus Global, conglomérat possédé par Lorincs Mészáros, hommes d'affaires proche du Premier ministre Viktor Orbán, a acquis Jarlene Energy, promoteur de deux projets de parcs solaires à Buzsak, dans le comitat de Somogy (Sud-Ouest). Le prix d'achat n'a pas été révélé.



- E.On a installé un système mobile de stockage d'électricité renouvelable à Zanka. De telles installations visent à faciliter et réguler l'apport d'énergie renouvelable, notamment solaire, dans le réseau électrique. Cette installation a eu lieu dans le cadre du programme européen IElectric.
- La compagnie Alteo, qui produit de l'électricité principalement à partir de sources renouvelables, a terminé les travaux de rénovation de la station électrique centenaire de Gibart, sur la rivière Hernad, dans le Nord Est du pays. La station est la propriété d'Emasz, mais Alteo la loue, l'exploite et la gère depuis 2004. L'investissement de 1,2 Md HUF (3,3 M€) a permis d'augmenter la capacité annuelle de la centrale de 70%, à 5,75 GWh, et sa durée de vie de 35 ans.

### Nucléaire

- Le Premier ministre Orban a reçu le PDG de Rosatom Alexey Likhachev à Budapest, en présence du directeur des affaires internationales de Rosatom, du ministre en charge du projet Paks II, du ministre hongrois des Affaires étrangères et de l'ambassadeur de Russie en Hongrie. Les parties ont convenu que le projet respectait pour l'heure les délais prévus, et que l'autorisation de construction de l'Office national de l'Energie atomique devrait être délivrée à l'automne 2021, autorisant alors le lancement des travaux de la centrale proprement dite.

### Environnement

- La société chinoise BYD multipliera sa capacité de production de bus électriques par cinq en 2022. La société dont le siège est à Komarom a récemment acheté des terrains supplémentaires de deux hectares où la construction d'une nouvelle usine pourra bientôt commencer. Grâce à cet investissement, la capacité de production passe de 200 à 1000 bus électriques par an, et le nombre de salariés de 300 à 600 personnes
- L'équipementier allemand Continental va investir près de 72 M€ dans ses usines de Budapest et Veszprém pour la création de lignes de production destinées aux véhicules électriques. Le gouvernement soutient l'investissement avec une subvention de 21 M€.
- La Banque nationale de Hongrie (MNB) prévoit de diminuer ses exigences de fonds propres pour encourager le financement des énergies renouvelables et l'acquisition d'obligations vertes privées ou municipales. Dans un premier temps, la MNB diminuera les exigences de fonds propres au titre du pilier 2 pour le financement d'infrastructures de production d'énergie renouvelable et l'achat d'obligations vertes, puis élargira son programme au cours de l'année 2021, en fonction de son efficacité constatée et des besoins de l'économie hongroise.
- Le constructeur automobile allemand Daimler investira 50 Md HUF (140 M€) dans son usine à Kecskemét. Le gouvernement soutient cet investissement qui, selon M Szijjarto, garantira plus de 4400 emplois, avec une subvention de 15 Md HUF (42 M€). Daimler commencera la préparation technologique de l'usine pour une première production en série de voitures purement électriques en Hongrie. La production en série débutera en automne 2021.
- Le Parlement hongrois a adopté une nouvelle législation punissant le dépôt sauvage de déchets d'une peine de prison maximale de trois ans pour les personnes abandonnant illégalement plus d'une tonne ou plus de 10 m<sup>3</sup> de déchets.
- BMW a annoncé que la méga usine en construction à Debrecen, dans l'Est du pays, ne produira en définitive que des véhicules électriques.
- Le canal Rackeve, branche du Danube au Sud de Budapest, a été contaminé par près de 400 t d'huiles et carburants, entraînant le pompage de 14 000 l d'eau contaminée. Selon la Direction centrale des Eaux du Danube, la pollution n'est pas de nature accidentelle, mais résulte d'un acte criminel de versement d'hydrocarbures dans le fleuve.

### Transports

- Le Ministère de l'Innovation et de la Technologie a reçu 1 027 demandes de subvention dans le cadre du plan de soutien à l'achat de vélos électriques lancé le 23 novembre, et dont la première phase se clôturait le 27 du même mois. L'instruction des dossiers doit être menée sous vingt jours ouvrés.
- La ligne de tram reliant Szeged et Hódmezővásárhely, deux villes du Sud-Est de la Hongrie distante d'une vingtaine de kilomètres, a été complétée. Elle permet de rejoindre les deux centres-villes en une petite demi-heure, soit plus rapidement et pour moins cher que les liaisons en bus proposées jusqu'ici. L'investissement de 80 Md HUF (224 M€) a été financé par des fonds européens et par le gouvernement hongrois.
- 150 km de voies cyclables ont été créées en 2020 en Hongrie, pour environ 15 Md HUF, selon le Secrétaire d'Etat aux Transports Laszlo Mosoczi. Sur ces 150 nouveaux kilomètres, 85 ont été construits par l'Etat et



ses agences et 65 par les municipalités. L'Etat central gère désormais 1 000 km de voies cyclables reliant les différentes municipalités.

### Transports aériens

- Le gouvernement achètera une participation de 51% dans l'aéroport international de Debrecen, si les propriétaires actuels, soit la municipalité de Debrecen et Debreceni Vagyonkezelő Zrt. (société de gestion de biens de Debrecen, appartenant à la municipalité) a l'intention de vendre. Le gouvernement achètera l'aéroport afin de rendre plus facile son développement économique et d'atteindre ses objectifs touristiques. La propriété et les droits d'exploitation de l'aéroport de Debrecen appartiendront au Ministre de l'Innovation et de la Technologie.

### Transport routier

- Les prix de la vignette autoroutière hongroise vont augmenter à compter du 1er janvier, pour la première fois depuis 2012, en conformité avec un nouveau système qui les indexe sur l'inflation. Le prix d'un abonnement annuel pour une voiture de sept places (catégorie D1) ou moins passera à 44 460 HUF (125 €), contre 42 985 HUF auparavant. L'abonnement annuel valable uniquement dans un comitat coûtera désormais 5 200 HUF (14,5 €), contre 5 000 HUF précédemment ; et la vignette « hebdomadaire », valable 10 jours, passera à 3 640 HUF (10,2 €), contre 3 500 HUF. Dans la catégorie de péage D2 (véhicules adaptés au transport de plus de 7 personnes, véhicules utilitaires jusqu'à 3,5 t et caravane), la vignette autoroutière hebdomadaire coûtera 7 270 HUF, mensuelle 9 930 HUF, annuelle 44 660 HUF et départementale 10 390 HUF.
- Volanbusz, opérateur public de bus urbains et interurbains, a conclu un accord avec Man pour l'achat de 204 bus articulés, pour un total de 21 Md HUF (58 M€). Les bus devront être livrés à l'été 2021. Ils auront 51 sièges, la climatisation et seront conformes aux critères Euro6.

## Infrastructures

### Ferroviaire

- Le cabinet d'architectes Fömterv a remporté l'appel d'offres sur l'étude de faisabilité concernant un tunnel ferroviaire reliant les gares budapestoises de Déli et Nyugati en passant sous le Danube. A 1 439 M HUF (4 M€), son offre était inférieure à la cible de 1 600 M HUF (4,5 M€). L'étude concernera un tunnel ferroviaire de 4 à 7 km, pouvant potentiellement servir le réseau de transports en commun également, l'interconnexion avec les voies ferroviaires existantes et l'adaptation des gares suite à l'aménagement, dont près de 350 ha devraient changer de fonction. Les deux autres candidats étaient Transinvest-Budapest et l'entreprise française Egis Rail.
- Un consortium hongrois a remporté l'appel d'offres pour la rénovation des 65 km de voie ferrée entre Szeged et Békéscsaba, dans l'Est du pays, pour 2 Md HUF (5,6 M€). Le contrat inclut également la démolition et la reconstruction de la gare d'Hódmezővásárhely et la construction d'un tunnel sous voie à Orosháza.

### Routier

- Une nouvelle section de l'autoroute M85 ; qui relie Győr à Sopron et à l'Autriche, a ouvert entre Csorna et Sopron. D'une longueur de 56 km, elle a des échangeurs à Kapuvar, Fertőendréd, Fertőszentmiklós, Nagycenk et Sopron-Est. 8 km restent à construire pour relier Sopron Est à la frontière autrichienne.

### Urbain

- Le centre des transports de Budapest (BKK) a publié un appel d'offre pour la conception d'un pont routier au Nord de la ville, parallèle au pont piéton et ferroviaire d'Ujpest qui relie les troisième et quatrième arrondissements. L'appel d'offre comprend la conception du pont d'une part, et de son raccordement au réseau routier d'autre part. Les candidats doivent pouvoir prouver d'un chiffre d'affaires d'au moins 75 M HUF (210 000 €) dans la conception de ponts les trois dernières années. Cet appel d'offre et la construction du nouveau pont sont distincts du chantier similaire du pont Galvani, au Sud de la ville.
- La rénovation de la ligne du métro M3 reprendra en janvier, malgré les litiges en cours qui l'ont mise à l'arrêt depuis novembre, car la ville de Budapest a accepté de verser 9,5 Md HUF (26 M€) à Swietelsky Vasúttechnika pour continuer le projet de rénovation. L'entreprise Swietelsky a demandé 18 Md HUF (50 M€) supplémentaires en mars, se référant à une série de tâches supplémentaires. La capitale a donc récemment décidé d'accepter partiellement la revendication de Swietelsky. En vertu de cet accord,





Swietelsky reprendra le travail le 11 janvier au plus tard. Le délai pour terminer le projet a été reporté à janvier 2023.

- Le centre des transports de Budapest (BKK) a publié un appel d'offres pour la rénovation de la place Blaha Lujza et de ses alentours, dans le huitième arrondissement, que le gouvernement s'est engagé à financer à hauteur de 1 Md HUF (2,8 M€). La rénovation devrait notamment comprendre la végétalisation de la place, l'accessibilité des arrêts de transports en commun aux personnes à mobilité réduite et un nouveau plan de circulation.

## REPUBLIQUE TCHEQUE

### Energie

- Le Comité permanent sur la construction de nouvelles ressources nucléaires en République tchèque s'est réuni le 9 décembre à Prague pour discuter de l'appel d'offres pour la construction d'une nouvelle unité à Dukovany. Ce comité envisage différentes options, qui seront discutées avec les chefs des groupes parlementaires d'ici la fin janvier. Les scénarii possibles sont les suivants :
  - Les 5 candidats actuels sont invités à soumissionner ;
  - La Russie et la Chine sont exclues donc seuls les trois autres candidats sont invités à soumissionner ;
  - Modèle « 3 + 2 », dans lequel la Russie et la Chine pourraient participer à des consortiums, mais ne seraient pas leaders. Il s'agit de la solution la plus acceptable pour le vice premier ministre et ministre de l'industrie, du commerce et des transports, Karel Havlíček.

Si aucun accord n'est trouvé lors de la réunion avec les chefs des groupes parlementaires, alors l'appel d'offres sera reporté après les élections législatives de l'automne 2021. Alors que le Sénat a appelé le gouvernement à ne pas autoriser les sociétés chinoise et russe à participer à l'appel d'offres, le Président Zeman s'est, lui, exprimé contre leur exclusion : selon lui, une telle décision risquerait de faire augmenter le prix du projet.

- Le 4 décembre, une majorité de membres de la « Commission charbon », créée par le gouvernement en juillet 2019 et présidée conjointement par le ministre de l'industrie et du commerce et par le ministre de l'environnement, a voté pour une sortie progressive du charbon d'ici 2038 (15 membres de la Commission ont voté pour 2038, deux représentants des organisations écologiques ont voté contre, deux se sont abstenus). Les recommandations de la Commission ne sont pas juridiquement contraignantes et seront présentées au gouvernement pour validation d'ici la fin de l'année. Au vu des capacités, des ressources financières et des engagements liés aux objectifs climatiques européens à l'horizon 2030 et 2050, le ministre de l'industrie et du commerce, Karel Havlíček, a qualifié de « compromis » cette recommandation, fondée selon lui sur des hypothèses économiques et écologiques de construction de nouvelles sources énergétiques qui nécessiteront des investissements de l'ordre de 355 Md CZK (13 Md€), dont une moitié pour les coûts du nouveau réacteur à Dukovany. Par ailleurs, on pourra noter que, dans sa résolution, la Commission charbon recommande d'aider financièrement les régions charbonnières (Moravie-Silésie, Ústí nad Labem et Karlovy Vary) à faire face à la fin de l'utilisation du charbon : en maintenant l'affectation des crédits du Fonds de transition juste, doté d'une allocation de 42 Md CZK, aux besoins de ces régions, en leur donnant priorité au titre du Fonds de modernisation, doté de 120 Md CZK, et en veillant à ce que les investissements dans les infrastructures publiques au titre du Programme opérationnel régional intégré (IROP), de la Facilité de relance et de résilience (RRF) et du Programme opérationnel Technologies et Application pour la compétitivité (OPTAK 2021-2027) soient réalisés dans les régions charbonnières pour au moins 40 Md CZK.
- Le milliardaire Daniel Křetínský est en train de réorganiser son empire, comprenant le groupe EPH (cœur historique du portefeuille d'activités du milliardaire et fonds d'investissement devenu le 7<sup>ème</sup> producteur d'énergie en à peine 10 ans) ainsi que d'autres actifs pour une valeur totale de 440 Md CZK. Ces actifs seront répartis en deux nouveaux groupes : EP Corporate Group (EPCG) et EP Equity Investment (EPEI). Parmi les actifs inclus dans ces deux nouvelles structures figureront Blesk et d'autres médias, la chaîne de librairies Louxor et Euromedia édition, Le Monde et Elle, Mall.cz, 37% du distributeur allemand Metro, 10,3% de Foot Locker, 13% de Royal Mail, 56% du club de football de Sparta, 10% de Casino, 3% de Sainsbury et une participation dans ProSiebenSat.1. En outre, Patrik Tkáč, qui avait quitté EPH il y a quatre ans, négocie actuellement son retour dans le groupe et recevrait une participation de 44%. Křetínský devrait contrôler un peu plus de la moitié des actions dans ces deux nouvelles structures.
- Conformément au plan du gouvernement (adopté en septembre dernier) d'arrêt progressif des activités du groupe minier OKD, 700 personnes devraient être licenciées dès le mois de janvier. L'exploitation des mines de Darkov et de ČSA devrait quant à elle se terminer au 1<sup>er</sup> mars et on estime qu'environ 2 000 employés perdraient rapidement leur emploi.



- Le 21 décembre, le gouvernement a approuvé la sélection de 4 localités susceptibles d'accueillir un site de stockage des déchets nucléaires. Les quatre localités concernées sont les villages de Janoch en Bohême du sud, dans les environs de la centrale nucléaire de Temelín, Horka dans la région de Třebíč, Hrádek dans la région de Jihlava, dans le centre du pays, et Březový potok en Bohême de l'ouest. Malgré l'opposition des communes environnantes, ces endroits ont été retenus sur la base d'une analyse des critères de sécurité, des conséquences sur l'environnement et de la faisabilité technique du projet. Différents travaux de recherche vont désormais être entrepris, l'idée étant de pouvoir prendre une décision finale quant à l'emplacement d'ici 2030 puis de rendre opérationnel le site de stockage d'ici 2065. Actuellement, les déchets nucléaires issus de la production sont stockés dans les centrales mêmes. Le ministère de l'industrie prépare également un projet de loi réglementant le respect des intérêts des communes et de leurs citoyens dans la recherche d'un site de stockage de déchets radioactifs.
- La Commission européenne a approuvé la vente de la plupart des actifs roumains de CEZ à la société Macquarie Infrastructure and Real Assets (Europe) Limited (MIRA), basée à Londres. Les actifs roumains cédés par CEZ se composent d'un réseau de distribution d'électricité et de divers actifs de production d'énergie éolienne et hydroélectrique ainsi que d'actifs pour la fourniture au détail de gaz et d'électricité, tous basés en Roumanie. MIRA fait partie de Macquarie Group Limited of Australia.

## Transports et Infrastructures

### Ferroviaire

- Le ministère des transports indemniserait les opérateurs ferroviaires pour les pertes de recettes liées à la pénurie de passagers lors de la période de confinement (mars – juin 2020). A cette fin, le ministère a préparé trois programmes d'aide, dotés de 550 M CZK. Le premier programme, doté de 380 M CZK, est prévu pour les opérateurs assurant les services conventionnés de longue distance, commandés par le ministère (České dráhy, Arriva, GW Train Regio et RegioJet). Le deuxième programme (170 M CZK) permettra de compenser les transporteurs assurant les liaisons commerciales régulières (open-access). Les opérateurs concernés sont České dráhy (Prague-Ostrava), RegioJet (Prague-Ostrava, Prague-Brno-Břeclav) et Leo Express (Prague-Ostrava-Staré Město et Prague-Ostrava-Žilina). Ces compensations devraient être approuvées par la Commission européenne. Le troisième programme, en cours de préparation, ciblera les transporteurs de fret.
- Après la réussite de l'exploitation du système pilote de tarification unique, le ministère des transports a lancé le 13 décembre 2020 un titre de transport universel « OneTicket » (billet unique) qui n'est lié ni à un opérateur ferroviaire ni à un trajet concret. Ce dispositif de billetterie repose sur deux piliers (i) un mécanisme de compensation pour centraliser les flux financiers issus de la vente des billets « universels », calculer les montants dus entre l'ensemble des opérateurs et compenser les parties prenantes ; (ii) la création de titres de transports en fonction du kilométrage et de zones. Le billet unique ne remplace pas les billets des différents opérateurs. La mise en place de ce titre de transport universel se fera en deux phases : d'abord, l'application aux services conventionnés (trains longue distance commandés par le ministère et trains commandés par les régions) à partir du 13 décembre. Les services exploités en régime « open access » (ligne commerciale Prague – Ostrava et Prague – Brno-Břeclav) rejoindront le système progressivement l'année prochaine. Au total 13 opérateurs ferroviaires exploitant les services conventionnés se sont déjà associés à ce système (České dráhy, RegioJet, Regio Jet ÚK, Leo Express, Arriva, GW Train Regio, Die Länderbahn CZ, Die Länderbahn GmbH, JHMD, AŽD, KŽC, MBM Rail, Railwax Capital). Le billet unique est vendu par les guichets, directement dans les trains ou sur le site et l'application mobile Oneticket.cz. Si l'utilisation du billet unique sur les voies ferrées rencontre le succès espéré, il sera par la suite étendu au réseau de bus.
- Malgré le soutien annoncé par le ministère des transports en faveur des opérateurs ferroviaires (compensations pour perte de passagers, réduction des redevances d'utilisation des voies ferrées), ces derniers finiront l'année 2020 en pertes importantes. L'opérateur ferroviaire national, Chemins de fer tchèques (ČD), estime une perte de 5 Md CZK (184 M€) sur l'ensemble de l'année, pour la majorité sur le transport de passagers. L'entreprise qui compte 23 500 employés a déjà annoncé la suppression de 1 000 postes. Les opérateurs privés, eux aussi, annoncent des pertes dans l'ordre de centaines de millions de CZK.
- Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, l'opérateur ferroviaire national, České dráhy perdra à partir de décembre 2021 une partie des services conventionnés dans la région de Liberec au profit de l'opérateur Die Länderbahn CZ. Il s'agit des deux plus importantes lignes régionales (Mladá Boleslav-Rumburk et Liberec-Děčín).
- Le ministère des transports continue de contractualiser les services publics sur les lignes grande distance sous forme gré à gré. Nonobstant le calendrier de l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire, le



ministère a annoncé la prorogation de 3 ans du contrat pour l'exploitation de trois lignes grande distance (R21 Prague – Turnov – Tanvald, R22 Kolín – Česká Lípa – Nový Bor et R24 Prague – Kladno – Rakovník) avec l'opérateur Arriva et de 3, voire 7 ans du contrat pour l'exploitation de deux lignes grande distance (R9 Prague – Havlíčkův Brod – Brno et R10 Prague – Hradec Králové – Trutnov) avec l'opérateur national České dráhy.

- Škoda Transportation a gagné un appel d'offres pour fournir six trains électriques en Estonie pour l'opérateur Elron. Les trains seront déployés sur la ligne électrifiée Tallin–Tartu. Le contrat comprend également une option d'achat de dix trains supplémentaires. Le fabricant tchèque fournira également 60 trains électriques RegioPanthers à l'opérateur national České dráhy pour un total de 9,6 Md CZK. Les trains à 160 km/h, doté d'ETCS, de wifi et de climatisation, seront livrés courant 2023.
- Le gestionnaire des infrastructures ferroviaires Správa železnic (SŽ) a lancé un appel d'offres pour l'élaboration des documents nécessaires à la décision d'implantation de l'ouvrage et pour l'évaluation de l'impact environnemental (EIA) du tronçon de 33 km entre Modřice et Šakvice (projet pilote Moravie du sud prévu pour une vitesse de 320 km/h) sur la future LGV Prague-Brno-Břeclav. La valeur estimée du contrat s'élève à 160 M CZK (5,9 M€).
- L'étude de faisabilité concernant le nœud ferroviaire de Prague sera conduite par le groupement des entreprises Mott MacDonald CZ, Afry, Ekola, Sagasta et SMA dans le but de trouver les solutions les plus appropriées pour accroître la capacité de circulation des trains à Prague. Le marché a été attribué sur la base des méthodes Best Value Approach/Best Value Procurement (donnant la priorité au meilleur rapport qualité/prix) après des consultations préalables menées à l'automne avec huit candidats. Cette étude de 1,3 M€ est cruciale pour l'avenir du transport ferroviaire à Prague et devrait examiner la connexion des futures lignes à grande vitesse au réseau de Prague ainsi que le plan de «Nouvelles connexions ou le métro S » qui prévoit de déplacer en sous-sol les trains de banlieue et de les connecter au métro pragois. Cette solution nécessiterait la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire souterraine (9 km de tunnels) à Prague. Les résultats de l'étude seront connus dans deux ans.

### Routier

- Le groupement DIVia mené par VINCI, avec son partenaire Meridiam, a annoncé le 7 décembre avoir été désigné attributaire pressenti du contrat de PPP de l'autoroute D4 reliant Příbram (Bohême centrale) à Písek (Bohême du sud). Ce PPP représente un investissement d'environ 600 M€, pour un projet devant durer 28 ans. La conception et la construction seront réalisées par Eurovia ; l'exploitation et la maintenance par Vinci Highways. Le projet consiste à concevoir, financer, construire, exploiter et assurer la maintenance d'une nouvelle autoroute de 32 km et réhabiliter en 2x2 voies une infrastructure existante sur 17 km. Le projet sera mené en Full BIM (Building Information Modeling), une première dans le pays pour un projet de construction routière.

### Aérien

- Le conseil municipal de la ville de Prague s'est prononcé en faveur de la modification du plan d'aménagement territorial pour permettre la construction d'une nouvelle piste d'atterrissage à l'aéroport de Prague d'un coût de 9 Md CZK (331 M€), parallèle à celle qui est actuellement utilisée. La capacité de l'aéroport ayant atteint sa limite au cours des deux dernières années, un développement supplémentaire de l'aéroport est envisagé dans 5 ans, permettant d'augmenter la capacité à 30 M de voyageurs par an. En 2019, l'aéroport a accueilli au total 17,8 M de voyageurs. La décision a été prise malgré une forte opposition de la coalition municipale, rejetant le projet qui, selon le maire de Prague, Zdeněk Hřib (parti Pirates), n'est pas nécessaire dans la mesure où la ville n'a plus de capacités pour accueillir plus de touristes. Les défenseurs du projet soulignent que la capacité totale de l'aéroport ne devrait pas évoluer, mais le trafic devrait être rendu plus fluide. En parallèle de la construction d'une nouvelle piste, les travaux sur la ligne ferroviaire reliant l'aéroport au centre-ville doivent être accélérés.
- En novembre 2020, le trafic de l'aéroport de Prague a été en diminution de 94,7% par rapport au même mois de l'année dernière, avec 66 000 passagers. Depuis le début de cette année, le trafic a atteint 3,56 M passagers, en recul de 78%. Les estimations pour 2020 tablent sur 4 M de passagers. Une étude d'IATA récemment publiée a identifié le trafic aérien tchèque comme le marché le plus touché en Europe.
- Malgré la baisse de ses revenus, l'aéroport de Prague a lancé un appel d'offres pour les travaux de modernisation du terminal 3, destiné aux vols privés et charters. La valeur du contrat s'élève à 9,2 M€.
- Conformément aux nouvelles règles européennes, les propriétaires tchèques de drones de plus de 250 grammes et de tous ceux ayant une caméra seront obligés de s'enregistrer d'ici le 31/12/2020 auprès l'Office de l'aviation civile. Les utilisateurs devront également suivre une formation obligatoire en ligne et





réussir un test d'évaluation. Selon les estimations de l'Office de l'aviation civile, plus de 50 000 propriétaires de drones seront soumis à cet enregistrement.

## Environnement

- La Commission européenne a adopté un avis motivé dans une procédure engagée par la République tchèque contre la Pologne relative à la poursuite de l'exploitation de la mine de lignite de Turów, située à proximité immédiate de la frontière tchèque. La Commission a considéré que la Pologne a commis certaines des infractions au droit de l'UE que la République tchèque avait soulevées dans sa plainte, mais pas toutes. La République tchèque avait appelé à plusieurs reprises la Pologne à ne pas poursuivre ses activités minières à Turów tant qu'il n'aurait pas été démontré que cela était conforme à la législation de l'UE et que l'exploitation minière n'aggravait pas la détérioration de l'environnement, en particulier des eaux souterraines. Afin de prolonger la concession minière, la Pologne a, de son côté, modifié le plan d'occupation des sols en mai 2019, délivré un permis environnemental contenant une analyse des incidences sur l'environnement et, en mars 2020, elle a décidé de poursuivre l'exploitation de la mine jusqu'en 2026, mais, dans ce dernier cas, sans consultations transfrontalières et sans consultations publiques.

## ENR

- Lors du Conseil européen des 10 et 11 décembre, le Premier ministre Andrej Babiš a déclaré que la République tchèque ne peut pas effectuer de sortie du charbon sans gaz car les renouvelables, qui sont des sources intermittentes d'énergie, ne suffisent pas pour atteindre l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030. A. Babiš a également salué les conclusions du Conseil européen qui prennent en compte une des autres demandes tchèques portant sur les forêts qui, affectées par le scolyte et la sécheresse, n'ont plus la capacité d'absorption attendue des GES et sont même émettrices nettes de CO<sub>2</sub> (en 2019, 5% d'absorptions de CO<sub>2</sub> pour 9% des émissions).

## Eau

- Le conseil des ministres a approuvé le 7 décembre la mise à disposition de 3 Md CZK de la réserve budgétaire pour soutenir des projets de gestion de l'eau (1,7 Md) et d'aménagement paysager (1,3 Md). Grâce à cela, le ministère de l'agriculture pourra augmenter les subventions qui permettent de financer des projets de rétention d'eau dans le paysage ou d'irrigation agricole.

## Déchets

- La loi sur les déchets et la loi sur les produits en fin de vie entreront en vigueur en janvier 2021. Cette législation limitera considérablement la mise en décharge des déchets, au profit de leur recyclage et, si cela n'est pas possible, d'une valorisation énergétique. Dans ce contexte, le ministère de l'environnement prévoit un contrôle plus strict des importations de déchets en provenance de l'étranger. L'objectif est de garantir que les capacités de valorisation des déchets existantes disponibles en République tchèque sont utilisées principalement pour remplir les obligations des entités tchèques en matière de recyclage et de valorisation des déchets.

## Fonds européens

- Au cours de la prochaine période de programmation 2021- 2027, la République tchèque pourra bénéficier d'environ 960 Md CZK (36 Md€) de subventions européennes, dont 170 Md CZK (6,4 Md€) au titre du fonds de relance et de résilience.

## LETTONIE

### Remaniement ministériel

- Le 17 décembre 2020, M. Arturs Toms Pless, le député de la Saeima et le secrétaire parlementaire du ministère de l'Environnement et de développement régional, a été nommé au poste du ministre de l'Environnement et de développement régional.

### Infrastructures

- L'aéroport international de Riga vient d'achever la modernisation de la deuxième aire de trafic pour les avions d'affaires. Dans le cadre du projet, réalisé par l'entreprise de construction ACB et dont le montant total s'élève à 2,5 M€, deux postes de stationnement supplémentaires pour les avions d'affaires ont été



construits. En raison de la pandémie de Covid-19, le trafic aérien régulier des passagers a fortement diminué et a favorisé le développement rapide de l'aviation d'affaires (+80% par rapport à 2019). Actuellement à l'aéroport de Riga il existe deux terminaux d'aviation d'affaires opérés par les entreprises FBO Riga et Capital Handling.

- L'appel d'offres lancé le 1er novembre 2019 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur la construction de la gare ferroviaire « Rail Baltica » et des infrastructures connexes à l'aéroport international de Riga, a été remporté par le groupement d'entreprises B.S.L.Infra. L'offre de B.S.L.Infra, qui se compose de l'entreprises autrichienne Swietelsky AG et de deux entreprises lettones, Binders et LNK Industries, a été jugée la plus avantageuse face aux autres candidatures. Le montant du contrat s'élève à 236 M€ sur cinq prochaines années.
- L'appel d'offres lancé en juillet 2020 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur la conception et la supervision de la construction de la gare ferroviaire « Rail Baltica » et des infrastructures connexes à l'aéroport international de Riga, a été remporté par le groupement d'entreprises SIA Forma 2 (Lettonie) et Prointec S.A.U. (Espagne). L'offre de Forma 2/Prointec a été jugée la plus avantageuse face aux candidatures des trois autres groupements d'entreprises créés par des sociétés allemandes, françaises, espagnoles et grecques. Le montant du contrat s'élève à 5,85 M€ (sans la TVA).
- En janvier-septembre 2020, le Chiffre d'affaires de l'aéroport international de Riga a atteint 24 M€, en baisse de 51,2% par rapport à la même période en 2019. Les pertes de l'aéroport ont représenté presque 9 M€.
- La coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a signé deux contrats transfrontaliers avec l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux (INEA) sur l'attribution du financement pour le projet ferroviaire Rail Baltica dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF). Le montant de deux contrats s'élève à 214,3 M€, dont 85% (182,2 M€) sont cofinancés par le programme CEF. Ce financement permettra de poursuivre les travaux de construction des principaux terminaux de passagers en Estonie (Ülemiste) et en Lettonie (gare centrale et aéroport de Riga) et de la ligne ferroviaire entre Kaunas et la frontière lettono-lituanienne. Ainsi, le montant total de financement européen attiré pour la réalisation du projet Rail Baltica a atteint 1,12 Md€.

## LITUANIE

### Environnement

- Le Président Nausėda souhaite que l'Union européenne mette en place une taxe à la frontière pour les produits importants – comme l'électricité – qui ne respectent pas les exigences européennes en matière environnementale et de sécurité nucléaire.
- Deux tonnes de pétrole de la branche lituanienne de la société Orlen se sont déversées le 28 décembre du terminal pétrolier de Butinge. Selon l'Agence de protection de l'environnement, la marée noire se déplace vers les eaux territoriales de la Lettonie. Après leurs calculs, les dommages environnementaux seront compensés par le propriétaire du terminal. On dénombre déjà deux incidents de même nature à Butinge : en 2001, une marée noire de dix tonnes de pétrole a coûté 0,75 M € de dommages ; en 2008, 400 kg de pétrole ont été déversés.

### Energie

- Lors de la 8e session de la réunion des parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier (Convention d'Espoo), la communauté internationale a réaffirmé que la Biélorussie ne s'est pas conformée aux dispositions de la Convention en développant la centrale nucléaire d'Astravets. Il lui a été demandé de l'appliquer correctement à l'avenir. Le succès de cette réunion est le résultat de la coopération internationale de la Lituanie avec le Secrétariat de la Convention d'Espoo, la Commission européenne et la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne.
- La Lituanie souhaite que la Commission européenne inclue des clauses sur le blocus de la centrale nucléaire d'Astravets dans l'accord d'investissement UE-Chine. L'accès de la Chine au marché énergétique de l'UE est l'une des questions les plus sensibles de l'accord. Ce traité ouvre des opportunités d'investissements pour les entrepreneurs européens et chinois sur les deux marchés.
- La Lituanie reste vulnérable au chantage énergétique et aux attaques hybrides de la Russie, notamment aux pannes d'électricité. Le nouveau gouvernement promet d'intensifier la synchronisation des réseaux



électriques baltes avec celle de l'Europe continentale pour protéger la Lituanie de la menace posée par Astravets en Biélorussie – que la Lituanie considère comme un projet géopolitique de la Russie.

- Un troisième projet lié à la synchronisation des réseaux électriques avec ceux de l'Europe continentale a été achevé en Lituanie : la ligne électrique entre la centrale électrique d'Elektrenai et Vilnius (19,3 M€) garantira une alimentation électrique fiable. Au total, plus d'un quart de tous les travaux liés à la synchronisation ont été achevés à ce jour.
- Les gestionnaires de réseau de transport d'électricité baltes et polonais ont signé un accord avec l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux pour financer à hauteur de 720 M€ la deuxième phase du projet de synchronisation balte (d'un coût de 1,22 Md€). Pour ce faire, la Lituanie a reçu 300 M€ du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE). Les trois pays baltes et la Pologne ont reçu près des trois quarts du budget total du MIE pour les projets énergétiques de cette année (979,6 M€). La majeure partie est réservée à la construction de l'interconnexion Harmony Link entre la Lituanie et la Pologne (493 M€) et à l'installation de condensateurs synchrones dans les pays baltes (166,5 M€).
- La Lituanie s'apprête à renforcer son système électrique avec l'installation de 4 batteries de 50 MW (soit 200 MW) pour garantir sa stabilité avec la synchronisation aux réseaux de l'Europe continentale. Une consultation du marché sur le projet a été lancée. La valeur totale du projet est estimée à 100 M€. Le système de batteries devrait générer 155 M€ d'avantages socio-économiques pour les consommateurs d'électricité.

## ENR

- La Lituanie se prépare à installer un parc éolien de 700 MW dans la mer Baltique. Les appels d'offres pour le développement éolien devraient être passés en 2023. Entre 43 et 87 éoliennes d'une capacité de 8 à 16 MW et d'une hauteur de 140 à 300 m seraient installées.
- Ignitis Grupe investira dans ce parc éolien en mer Baltique conjointement avec son partenaire stratégique Ocean Winds, joint-venture entre Engie et EDPR. Achemos Grupe souhaite construire une usine de production de composants d'éoliennes à Klaipėda (il possède déjà Klasco, un des plus grands opérateurs du port). La société danoise d'énergie renouvelable Orsted se montre également intéressée par la future vente aux enchères.

## Hydrogène

- Déjà membre de l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre, Amber Grid rejoint l'Association lituanienne de l'énergie hydrogène promouvant le développement de cette technologie et recherchant une meilleure réglementation cette énergie. La Lituanie prévoit d'adapter le système de transport de gaz du pays au transport de l'hydrogène. Le GIPL pourrait devenir un canal pour les exportations d'énergie verte vers l'Europe du Nord-Ouest. Pour mémoire, l'hydrogène résout le problème du stockage d'énergie verte : en convertissant l'énergie excédentaire de sources renouvelables en hydrogène vert et en l'injectant dans le système de gaz, l'énergie peut être stockée sous forme gazeuse.

## Gaz

- Le ministère de l'Énergie souhaite réduire de 4 à 2 le nombre d'expéditions de GNL que la société Ignitis achète chaque année au norvégien Equinor. Le prix d'achat du gaz et le prix du marché ont suscité des inquiétudes non seulement pour l'actionnaire clé de la société lituanienne – le ministère des Finances – mais aussi pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement qui détient 4% d'Ignitis. Pour la BERD, cette mesure pourrait réduire l'attractivité des investissements en Lituanie.
- L'usine de séparation gazière de Linde Gas dans la zone économique libre de Kėdainiai (FEZ) lance ses premières opérations. La nouvelle usine contribuera à étendre et à renforcer la position de leader du marché du gaz industriel dans la région et permettra le développement de nouveaux projets liés au gaz.
- La Lituanie progresse dans la construction de l'interconnexion gazière Pologne-Lituanie (GIPL) lancée en janvier 2020 : 60% des travaux sont déjà achevés. Les travaux de construction d'interconnexions gazières les plus complexes en termes de technologie et d'organisation du travail ont été réalisés au cours de l'année 2020. Il reste désormais à finir la construction du gazoduc jusqu'à la frontière lituanienne-polonaise. Avec la mise en œuvre de ce projet, les marchés du gaz de la Baltique feront partie du marché commun du gaz naturel de l'UE ainsi que, plus tard, du marché de biométhane et de l'hydrogène.





## Infrastructures

### Routier

- Selon un audit au niveau national, l'utilisation des investissements pour les infrastructures routières lituaniennes n'est pas assez efficace ; les travaux routiers ne sont pas suffisamment planifiés ; les modifications des chantiers ne sont pas toujours justifiées ; enfin, le contrôle de la qualité des travaux ne garantit pas la bonne réalisation des travaux routiers. En 2019, 60 % des importantes routes goudronnées étaient en mauvais ou très mauvais état. Entre 2016 et 2019, 272 M€ ont été utilisés pour des travaux qui n'étaient pas des commandes prioritaires.

### Portuaire

- Le port de Klaipėda en Lituanie s'attend à ce que ses volumes de manutention de fret atteignent un nouveau record en 2020 (+2,3% entre janvier à novembre 2020). Rien que sur novembre, les entreprises du port ont traité 4,3 Mt de cargaisons – meilleur résultat pour ce mois de l'histoire du port.
- La Lituanie prévoyant de construire un parc éolien de 700 MWh dans la mer Baltique, le gouvernement a pris des mesures pour mettre en place des infrastructures satisfaisant les opérations de production, d'assemblage et de stockage de turbines dans le port de Klaipėda. Ces infrastructures permettront également aux entreprises de construction et de réparation navales de se développer. Ces dernières sont aujourd'hui freinées par l'échec du port à moderniser les quais désuets à cause du faible retour sur investissements du projet. La mise à niveau des infrastructures des entreprises de construction navale et de réparation navale aiderait à accroître leurs opérations et leurs revenus, à créer de nouveaux emplois et à fournir des services aux navires de l'OTAN.

### Ferroviaire

- Dans le cadre du projet Rail Baltica, la Lituanie a lancé à la fin décembre la deuxième étape d'un appel d'offres au cours duquel elle sélectionnera une entreprise pour réaliser les travaux du pont ferroviaire sur la rivière Neris près de Jonava – pont qui sera le plus long de tous les États baltes (1.510 m). La société devra non seulement construire ce pont mais également effectuer des modifications du paysage, installer des barrières antibruit ou encore reconstruire l'approvisionnement en eau de la zone. Il s'agit de l'un de 4 lots de l'appel d'offres global d'une valeur de 475 M€ pour le tronçon allant de Kaunas à la frontière lettonne publié en août 2020 qui concernait la procédure de pré-qualification. Par conséquent, l'appel d'offres en cours pour le pont ferroviaire limite la participation aux seuls prestataires présélectionnés.

### Aéroportuaire

- Le nouveau ministre des Transports M.Skuodis a déclaré qu'un éventuel nouvel aéroport entre Vilnius et Kaunas n'est pas pertinent pour son gouvernement. Pour lui, les aéroports actuels n'ont pas atteint leurs limites de capacité avant même la situation sanitaire dégradée. En raison de la pandémie, il faudra encore du temps pour que les flux atteignent leurs niveaux d'avant la crise. Par conséquent, une analyse coûts-avantages est primordiale avant de lancer des nouvelles constructions.
- 43.300 passagers ont transité par les aéroports lituaniens en novembre (77.000 en octobre). Cependant, la situation est légèrement plus positive pour le transport de marchandises : les chiffres de novembre de cette année sont supérieurs de +1,59 % en glissement annuel.

## ESTONIE

### Environnement

- Le conseil d'administration du port de Tallinn a approuvé sa stratégie pour les cinq prochaines années, qui prévoit notamment l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.
- Le Centre de services partagés de l'État estonien (RTK) et le ministère des finances ont ouvert lundi deux appels à propositions pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments des administrations locales, pour un montant de 30 M € selon la clé de répartition suivante : 10 M€ pour la rénovation énergétique, 20 M€ pour la construction de nouveaux bâtiments. L'appel d'offre est ouvert jusqu'en avril 2021.
- Hardi Tullus a été élu à la tête de la société publique de gestion des forêts.
- Selon une étude de BEI sur les investissements et le financement des investissements, seulement 9% des entreprises en Estonie ont engagé quelqu'un pour développer une stratégie sur le changement climatique et 14% ont fixé des objectifs internes en termes d'utilisation de l'énergie.



## Infrastructures

- Rail Baltica Estonia a annoncé plusieurs appels d'offres pour la construction des prochains ouvrages d'art dans le comté de Rapla. A cette occasion on note que de nombreuses entreprises locales ont rejoint le système de passation des marchés et ont tendance à s'associer pour obtenir les contrats du projet Rail Baltica. Seront donc annoncés des appels d'offres pour des passages à niveau sur le territoire de la municipalité de Kohila, pour les viaducs routiers de Tagadi et Kunka, ainsi que Loone et un écoduc à Urge.
- Les deux sociétés Reaalprojekt et Nord Projekt ont remporté l'appel à projet pour la construction du dépôt de matériel roulant à Rae/Ülemiste dans le cadre de Rail Baltica, pour un montant de 1,86 M€.
- Rail Baltica Estonia a annoncé un appel d'offre pour les travaux de conception et de construction des croisements de lignes électriques à haute tension avec la future ligne ferroviaire pour un montant de 15 M€.
- Le gouvernement a approuvé un nouveau plan national de développement des routes pour la période 2021-2030, qui prévoit notamment une augmentation de 47,9 M€ en 2021, 20,8 M€ en 2022, dont respectivement 17,9 M€ et 11,3 M€ de financement externe. Les objectifs majeurs de ce plan visent la mise à quatre voies des axes Tallinn-Tartu et Tallinn-Pärnu, ainsi que Tallinn-Narva, à l'horizon 2038, pour lesquels seront alloués 220,9 M€. D'ici 2030, toutes les routes publiques en gravier utilisées en moyenne par plus de 50 véhicules par jour seront mises à niveau (asphaltage), à hauteur de 20,5 M€.
- Le gestionnaire de réseau de transport Elering a conclu un contrat avec Siemens Energy pour la construction de trois condensateurs synchrones afin d'assurer la stabilité des fréquences du réseau électriques sur les sous-stations principales de Viru, Püssi et Kiisa (330 kV), en prévision de la désynchronisation avec le réseau russe. Le projet se monte à 83,5 M€. Le début des travaux de conception et de construction du premier condenseur synchrone est prévu pour 2021 et le dernier des condenseurs sera opérationnel fin 2024.

## Energie

- En 2019, les énergies renouvelables représentaient 52,3% de la consommation totale d'énergie pour le chauffage et le refroidissement en Estonie, bien plus que la moyenne européenne à 22,1%.
- Selon le ministre des Affaires économiques et de l'Infrastructure, Taavi Aas (Centre) les centrales électriques du nord-est du pays continueront à assurer l'approvisionnement en électricité du pays au moins jusqu'en 2030. Il estime également qu'en cas de perturbations majeures, il est impossible d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité en l'absence de ces centrales électriques, et ce, malgré le développement des capacités renouvelables et l'amélioration des connexions.
- Le PDG d'Eesti Energia, Hando Sutter, a déclaré que l'entreprise n'a pas un réel intérêt à se concentrer sur l'énergie nucléaire et le déploiement d'un petit réacteur, estimant que la consommation du pays est trop faible par rapport aux capacités de production de cette technologie. Au-delà, il a rappelé qu'une telle option ne pourrait pas être déployée avant 10 ans. S'il n'exclut pas totalement le nucléaire, le PDG d'Eesti Energia préfère se concentrer sur les énergies renouvelables.
- Depuis le 1er janvier 2021, la nouvelle société Enefit Connect a commencé à opérer au sein du groupe Eesti Energia afin d'assurer la gestion des réseaux électriques et une grande partie de l'éclairage public du pays. La société doit aussi participer à la construction du réseau internet et développer un réseau de recharge pour les voitures électriques. Dès lors, Eletrilevi se contentera uniquement de fournir les services de réseau de distribution.
- Sur les onze premiers mois de 2020, Enefit Green, filiale d'Eesti Energia pour les énergies renouvelables, a produit près de 1,2 TWh d'électricité, soit autant qu'en 2019. En novembre 2020, la production était 15% supérieure sur un an.
- Selon une analyse commandée par l'Association estonienne de l'industrie chimique et réalisée par KPMG, la production d'huile de schiste pourrait créer 8,2 Mds € de richesse nationale au cours des 20 prochaines années. Cette étude a également porté sur l'impact d'un durcissement possible du système européen d'échange de quotas d'émission carbone, estimant ainsi qu'à partir de 2031, il ne serait plus économiquement rentable pour les entreprises d'exploiter l'huile de schiste. Les industriels du secteur, en revanche, estiment que la chaîne de valeur des schistes bitumineux peut être maintenue pour les deux prochaines décennies, sans pour autant compromettre les objectifs climatiques de l'Estonie à l'horizon 2050.
- Le gestionnaire de réseau de transport Elering a versé près de 9,9 M€ de soutien aux énergies renouvelables et à la cogénération à haut rendement en novembre 2020. En outre, Elering a annoncé que le parc éolien de Tootsi, détenu par Eesti Energia ne pourra pas bénéficier de ces subventions, car le promoteur n'a pris aucun engagement irréversible pour l'établissement du parc éolien.



- Selon l'office de la statistique, les ménages produisent 16 fois plus d'énergie solaire qu'il y a six ans. En 2014, la production s'élevait à 3,9 TJ, contre 65,1 TJ en 2019, témoignage de l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements.
- Le distributeur de carburant Olerex a ouvert une première station-service de gaz naturel comprimé à Tallinn. De prochaines stations doivent ouvrir à Tartu et Pärnu.
- La Commission européenne a approuvé la modification du régime d'aides d'Etat destiné à soutenir la production d'électricité à partir de sources renouvelables et la cogénération, pour un budget de 450 M€ sur près de 10 ans.

## Transports

- La nouvelle agence des transports (administration estonienne pour le transport) née de la fusion entre l'administration des routes, maritime et de l'aviation civile est désormais opérationnelle depuis le 1er janvier 2021. Kaido Padar a été nommé à sa tête par le ministre des Affaires économiques.
- Le gouvernement a validé une modification des statuts du ministère des Affaires économiques et des Communications qui doit permettre la création d'un poste de secrétaire général adjoint pour l'économie maritime, ainsi qu'un département rattaché à celui-ci. Ces changements doivent entrer en vigueur à compter du 15 février 2021 et entendent faire émerger le pays comme un Etat maritime.
- La fréquentation de l'aéroport de Tallinn a diminué de 74% en novembre 2020 sur un an, avec 52% de vols en moins. Néanmoins, le volume des opérations cargo a augmenté de 16% en raison de la baisse des vols réguliers. 15 destinations sont actuellement desservies depuis l'aéroport de Tallinn, opérés par 10 compagnies.
- Le volume de fret du port de Tallinn a augmenté de 2,5% en quatrième trimestre 2020, tandis que le nombre de passagers a diminué près de 73%. Sur l'ensemble de l'année, 21,3 M t ont transité via le port de Tallinn, soit une augmentation de 7% sur un an, tandis que le nombre de passagers a diminué de 59%, pour un total de 4,3 M de personnes.
- La compagnie maritime Tallink a transporté 61,8% de passagers de moins en 2020, par rapport à l'année précédente, pour un total de 3,7 M de passagers. Le nombre de passagers a diminué sur toutes les lignes exploitées par le groupe, en raison de la suspension de certaines d'entre elles et des restrictions de voyage.
- Le volume de fret ferroviaire a chuté de 15% sur les 11 premiers mois de l'année 2020, pour atteindre 10,2 M t. Le transport de passagers par train a diminué de 29,8 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 508 000 passagers.
- Le volume de fret portuaire a augmenté de 2% sur les neuf premiers mois de l'année 2020, pour atteindre 27,9 Mt. Au cours des trois premiers trimestres de cette année, le chargement des marchandises dans le port a représenté près des deux tiers, soit 18,1 M t, du volume de fret des ports, et le déchargement des marchandises dans le port a représenté un tiers, soit 9,8 M t. La diminution du volume du transport de fret a été principalement influencée par la réduction de moitié des transports nationaux de schistes bitumineux.
- De janvier à septembre, l'opérateur de fret ferroviaire Operail a enregistré une baisse de revenus de 13%, pour un montant total de 48 M€.
- Le centre d'investissement pour l'environnement a épuisé les subventions pour le dispositif de soutien à l'achat de véhicules électriques, pour un montant total de 380 000 €. Le plus grand nombre de demandes a été présenté pour l'achat de véhicules des modèles Skoda Enyaq, Nissan Leaf, Volkswagen ID3 et Tesla Model 3. Les subventions octroyées s'élèvent à 5000 EUR par véhicule, dans la limite de 50 000 € à l'achat hors TVA.
- Selon un audit effectué par la Cour des comptes, repris par le ministère des Affaires économiques et des communications, les 160km/h sur les lignes ferroviaires ne seront pas atteints dans un futur proche, évoquant plus d'une dizaine d'années. Selon ce même document, les routes bénéficient d'un traitement préférentiel dans les investissements d'infrastructure de l'État.
- Tallina Linnareanspordi, la société de transport public de Tallinn, a annoncé l'ouverture d'un appel d'offre pour l'achat de 50 bus intra-urbain fonctionnant au gaz naturel comprimé de la catégorie M3. L'appel d'offre est ouvert jusqu'au 29 janvier. L'objectif est ainsi d'atteindre les 200 bus roulant au GNC.
- Dans le même temps, le gouvernement a prévu d'allouer près de 4 M€ pour soutenir l'achat de bus électriques pour les lignes urbaines, afin notamment de construire les infrastructures de recharge et collecter les données sur leur utilisation.



**SUJETS BALTES**

- La construction de la troisième connexion électrique à haute tension entre l'Estonie et la Lettonie, dont le coût total s'élève à environ 170 M€, vient d'être terminée. La nouvelle ligne de 330kV d'une longueur de 176 km, qui relie la centrale électrique TEC-2 près de Riga à l'Estonie, devrait être pleinement opérationnelle en 2021. La nouvelle connexion contribuera de manière significative à l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement et augmentera la puissance du débit électrique entre les deux pays de 600MW. L'achèvement de la troisième connexion électrique entre l'Estonie et la Lettonie permet de commencer les travaux de rénovation des lignes de transmission à partir de la région de Narva qui se connectent à la Lettonie via Tartu et Valga dès 2021.
- Le troisième point de connexion électrique entre l'Estonie et la Lettonie a été achevé et est entré en service le 1er janvier 2021, représentant un projet de 170 M€. Cette ligne dispose d'une capacité de transport de 600 MW. La nouvelle connexion estono-lettonne contribue de manière significative à l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement en renforçant les connexions électriques nord-sud ainsi que le réseau électrique estonien dans l'ouest de l'Estonie. En outre, la connexion est une condition préalable importante pour relier l'Estonie et le reste des États baltes au réseau électrique de l'Europe continentale.
- L'agence exécutive européenne pour l'innovation et les réseaux (INEA) et la holding Rail Baltica ont signé deux accords de subvention transfrontaliers sur le financement du mécanisme pour l'interconnexion en Europe pour un budget total de 214,3 M€, dont 182,2 M€ proviendront du fonds européen CEF (85% du total). Ce financement supplémentaire de l'UE permettra au projet de faire avancer les travaux de construction dans les principaux terminaux de passagers en Estonie et en Lettonie et d'assurer la construction d'une nouvelle section de la ligne principale de Kaunas vers la frontière lituano-lettonne. En outre, dans le cadre de la deuxième convention de subvention, quelques 86,1 M€ seront investis dans la conception technique et la planification, y compris la préparation des sous-systèmes de contrôle et de commande de l'énergie et des chemins de fer. Enfin, ce financement permettra de faire progresser le développement des principaux sous-systèmes ferroviaires, la planification et la conception des gares régionales et des installations de maintenance des infrastructures pour les trois États baltes.
- L'agence exécutive a également signé un accord de subventions de 720 M€ avec les gestionnaires de réseaux de transport d'électricité de l'Estonie, de la Pologne, de la Lettonie et de la Lituanie pour le projet de synchronisation du réseau balte, dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.